L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Imprimé et publié par G. F. WEISSE & Comp. Éditeurs-Propriétaires : G. F. WEISSE, N. RUPOLI, E. DUVERGÈS, H. MARTY. N° 85, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS, JEUDI MATIN, 29 MARS 1855.

NOUVELLE-ORLÉANS, JEUDI MATIN, 29 MARS 1855.

Nouvelles d'Europe.

Les dépêches télégraphiques qui nous sont parvenues *hier soir* et que l'on trouvera plus loin sont extrêmement importantes. Elles résument les nouvelles apportées par l'*Atlantic*.

La mort du czar Nicolas est pleinement confirmée. Son fils Alexandre lui a succédé et a déclaré, en montant sur le trône, qu'il continuerait la politique de son père.

On verra aussi qu'un nuage est venu obscurcir la bonne entente qui régnait jusqu'ici entre la France et l'Angleterre. L'enquête instituée dans ce dernier pays pour éclairer le gouvernement et la nation sur ce qui s'est passé en Crimée depuis l'invasion de l'ennemi, paraît avoir causé de l'ombrage à Louis Napoléon, soit que celui-ci ait craint l'effet de la publicité pour la bonne direction de la guerre, soit que l'enquête du parlement anglais ait embrassé les opérations de l'armée française.

Quoiqu'il en soit, Louis Napoléon a exprimé son mécontentement au cabinet de Londres et a déclaré que si l'enquête se poursuivait il serait obligé de rompre l'alliance étroite qui régnait entre les deux armées réunies sous les murs de Sébastopol. La chose a paru si grave au gouvernement anglais qu'un ministre a immédiatement traversé la Manche pour aller conférer à Boulogne avec l'empereur. Aux dernières dates on croyait généralement que les armées alliées resteraient d'accord et agiraient de concert et que chacune continuerait à part ses opérations contre Sébastopol.

Nous publierons demain le troisième article de M. Thomasset sur la question du sel à la Nlle Orléans. Ce travail de l'économiste français, devenu momentanément notre collaborateur, a cause une sensation notable parmi nos capitalistes. Le moment est venu, ce nous semble, de diriger la Louisiane d'une nouvelle voie. La culture du coton et de la canne expose à de grands désastres et exige des capitaux considérables. Si le procédé de M. Thomassy était simple, les ravages du gelée se couvriraient de salines, et la Nlle-Orléans, en outre de son coton et de ses sucres, exporterait dans l'Ouest et ailleurs de grandes quantités de sel supérieur dont point à la denrée qui nous vient d'Angleterre.

Nous croyons devoir appeler de nouveau l'attention de nos lecteurs sur le travail que M. Thomasset a eu l'élégance de nous communiquer et auquel nous sommes heureux d'ouvrir nos colonnes. Son troisième article, qui paraîtra dans notre prochain numéro, intéressera spécialement nos hommes d'affaires. Il cite à leur attention des chiffres et leur fait pour ainsi dire toucher du doigt les avantages financiers qui résulteraient pour eux de l'exploitation industrielle qu'il leur propose.

La Louisiane possède des ressources naturelles qui n'ont pas encore été fécondées et qui, bien mises en œuvre, apporteraient considérablement à la richesse de l'Etat. Nous formons des vœux pour qu'elles se développent rapidement.

Kossuth et la question de Cuba

Kossuth, dans une de ses dernières lettres au *Times* de New-York—on sait qu'il est le correspondant de ce journal—aborde la question de Cuba, à propos du pétitionnement de cette heure de toutes celles qui agitent notre pays. Comme de coutume, c'est *gouverneur* de la Hongrie donne son opinion *comme le seule* vraie, la seule qui puisse être *admise* et faire foi. S'il a beaucoup de talent, il a aussi beaucoup de présomption.

Nous reproduisons ses lettres, non que nous la croyions remarquable, mais pour montrer jusqu'à quel point un homme intelligent peut se se tromper dans son appréciation des questions américaines lorsqu'il les juge à travers des préventions personnelles sous l'empire d'idées préconçues.

L'illustre Magyar déclare que l'Espagne ne vendra jamais la colonie, et il a peut-être raison, mais il ajoute que si nous avions voulu appuyer les républicains espagnols lors de la dernière révolution, et les aider à recouvrer le trône, le nouveau gouvernement n'eut pas manqué de laisser à Cuba la faculté soit de rester sous la domination espagnole soit de se constituer en Etat indépendant, ce qui est cette un premier pas vers l'annexion.

De la part d'un homme de la valeur et de l'intelligence de Kossuth, cette tranchante assertion a lieu de surprendre. La France a eu constituée deux fois en république et elle n'a jamais eu l'idée d'affranchir ses colonies! Pourquoi l'Espagne se fut-elle dépouillée des siennes? Mais, si Kossuth, l'assujettissement colonial est incompatible avec les principes républicains. C'est possible, mais, nous le répétons, nous ne voyons pas pourquoi l'Espagne se fait moins par désintéressée que la France. Un gouvernement, monarchique ou républicain, *songe d'abord à ses intérêts*, et s'il a possession d'une colonie lui rendre des services au point de vue commercial ou militaire, il la conservera. Après cela, les républicains espagnols avaient peut-être quelque avance leurs secrètes desseins à l'ancien gouverneur de la Hongrie.

Ne pouvant pas vendre Cuba, et ayant perdu la occasion de l'avoir pour rien en favorisant une révolution républicaine en Espagne, il ne nous reste plus qu'à nous en emparer, et, si cela est faite de conquête. Oui, dit Kossuth, mais pour que ce moyen extrême vous réussisse il faudra d'abord abolir l'esclavage dans votre pays. Pourquoi? Parce que l'Espagne, aussitôt la guerre déclarée, s'empressera d'émanciper les esclaves de la colonie. Celle-ci n'avant pas d'esclaves, ne pouvant pas s'aimer à un pays qui en aurait encore. Et puis une guerre avec l'espagne, si nous n'abrutissions pas préalablement les esclaves, nous mettrait sur les bras—et cet opinion de Kossuth—la France, l'Angleterre, l'île de Cuba elle-même, Haïti, St Domingue, le Mexique, etc. Si, au contraire, nous abolissons l'esclavage chez nous, nous les Etats-Unis, nous serons tranquilles et nous permettrons de conquérir Cuba.

Voilà une découverte qui étonnera bon droit le lecteur américain. Abolissez l'esclavage et cela ne permettra d'enlever Cuba à l'Espagne, conservatrice, cette institution, et la France, l'Angleterre, etc. interviennent pas. Comprenne qui pourra. Mais toute la somme que dit Kossuth ne se trouve pas dans ce dilemme contradictoire, il est évident que le gouvernement exécutif de votre république, obligé comme il est par devoir de chercher les moyens honorables de réaliser la vœu de la jeunesse, se verrait, à vous engager ici même dans la ligne de cette première alternative.

Voyons ce qui en résulterait.

Il n'a pas échapper depuis plusieurs années, aux yeux même d'un observateur superficiel, qu'une révolution en Espagne était inévitable. Les ministres américains à l'étranger, confondus par la politique (ou plutôt par l'absence de politique) de leur gouvernement à mener la vie de simples oisifs, peuvent avoir négligé ce fait évident (et inguisé). Si ils ne l'ont pas fait, votre gouvernement n'est que plus blâmable de l'avoir négligé. Quoiqu'il en soit, plus que certain qu'il n'y a pas un homme pensant en Europe qui, pendant ces trois dernières années, ne se soit attendu à une révolution en Espagne comme à quelque chose devant immanquablement arriver bientôt.

Maintenant, il existe des républicains en Espagne, de nombreux et déterminés républicains, et, de plus, bon nombre, malgré ce que vos diplomates peuvent dire, et quoi qu'ils puissent tenter pour exposer l'indolence du gouvernement américain en faveur les peuples de la vertu, ce qui est pit encore, en annoncant l'insulte sur la reputation du parti démocratique espagnol. Je sais mieux *vaudrait*. Je sais qu'il existe en Espagne un parti républicain fort, nombreux et déterminé. Je le sais positivement. Et bien! pour rendre la République Espagnole dans son ensemble, il ne manquait plus au monde, excepté la certitude de ces émigrés auxiliaires qui certainement ne le prêtera pas à moins d'aller jusqu'à ce pays qui en aurait encore. Et puis une guerre avec l'espagne, si nous n'abrutissions pas préalablement les esclaves, nous mettrait sur les bras—et cet opinion de Kossuth—la France, l'Angleterre, l'île de Cuba elle-même, Haïti, St Domingue, le Mexique, etc. Si, au contraire, nous abolissons l'esclavage chez nous, nous les Etats-Unis, nous serons tranquilles et nous permettrons de conquérir Cuba.

Voilà une découverte qui étonnera bon droit le lecteur américain. Abolissez l'esclavage et cela ne permettra d'enlever Cuba à l'Espagne, conservatrice cette institution, et la France, l'Angleterre, etc. interviennent pas. Comprenne qui pourra. Mais toute la somme que dit Kossuth ne se trouve pas dans ce dilemme contradictoire, il est évident que le gouvernement exécutif de votre république, obligé comme il est par devoir de chercher les moyens honorables de réaliser la vœu de la jeunesse, se verrait, à vous engager ici même dans la ligne de cette première alternative.

Voyons ce qui en résulterait.

Il n'a pas échapper depuis plusieurs années, aux yeux même d'un observateur superficiel, qu'une révolution en Espagne était inévitable. Les ministres américains à l'étranger, confondus par la politique (ou plutôt par l'absence de politique) de leur gouvernement à mener la vie de simples oisifs, peuvent avoir négligé ce fait évident (et inguisé). Si ils ne l'ont pas fait, votre gouvernement n'est que plus blâmable de l'avoir négligé. Quoiqu'il en soit, plus que certain qu'il n'y a pas un homme pensant en Europe qui, pendant ces trois dernières années, ne se soit attendu à une révolution en Espagne comme à quelque chose devant immanquablement arriver bientôt.

Maintenant, il existe des républicains en Espagne, de nombreux et déterminés républicains, et, de plus, bon nombre, malgré ce que vos diplomates peuvent dire, et quoi qu'ils puissent tenter pour exposer l'indolence du gouvernement américain en faveur les peuples de la vertu, ce qui est pit encore, en annonce